



THIERRY-LANNON & ASSOCIÉS

WWW.THIERRY-LANNON.COM

Me Ph. LANNON / Me G. GRANNEC / Me S. SURMELY

Me Philippe LANNON
Commissaire Priseur Judiciaire

26 rue du Château - CS 32815 - 29228 BREST Cedex 2

contact@thierry-lannon.com - Tel +33 (0) 2 98 44 78 44 - Fax +33 (0) 2 98 44 80 20 - www.thierry-lannon.com

Adjudication du **JEUDI 13 SEPTEMBRE 2018 à 10 h**

AUTOCARS TEMSA (3) et FCC (1)

VENTE SUR PLACE, SUR DESIGNATION

**A L'ANNEXE DU PORT DE PLAISANCE DE L'HOTEL DES VENTES,
250 rue Alain Colas, 29200 BREST**

Sur requête du principal créancier, après restitution judiciaire, dans le cadre du R.J. Gx.D



*Visibles, avec l'aimable concours, pour la présentation, des Ets GODARD-MAN, sur place : ZA de Beauvent, LA LANDEC,
22980 PLELAN LE PETIT, uniquement après inscription et consignation préalables de 3000 €*

LE MARDI 11 SEPTEMBRE 2018 de 11 h à 12 h et de 13 h 30 à 14 h 30

Vente LE JEUDI 13 SEPTEMBRE 2018, à 10 h, 29200 BREST

*(ou le cas échéant à distance, uniquement après acceptation formelle et délivrance préalable d'une offre ferme et écrite)
(cf. conditions de vente en fin de liste)*

Renseignements sur demande : tél 02 98 44 78 44 – Frais légaux 14.40 %



THIERRY-LANNON & ASSOCIÉS

WWW.THIERRY-LANNON.COM

1 - CAR FCC (FAST CONCEPT CAR), STARTER S
Type D08 13M, Euro 6, 70 000 km (2016)



2 - CAR TEMSA DIETRICH CAREBUS
Type TOURMALIN BOX 13-4 DD, Euro 5, 145 000 km (2014)



3 - CAR TEMSA DIETRICH CAREBUS
Type TOURMALIN BOX 13-4 DD, Light, Euro 5, 97 000 km (2014)



4 - CAR TEMSA DIETRICH CAREBUS
Type TOURMALIN BOX 13-4 DD, Light, Euro 5, 132 000 km (2014)



JEUDI 13 SEPTEMBRE 2018 à 10 h

CONDITIONS DE VENTE

La vente se tiendra sur place, sur désignation à l'ANNEXE du Port de Plaisance DE L'HOTEL DE VENTES, 250 rue Alain Colas, 29200 BREST, les AUTOCARS seront visibles uniquement après inscription et consignation de 3000 €, ZA de Beauvent, LA LANDEC, 22980 PLELAN LE PETIT, le MARDI 11 SEPTEMBRE DE de 11 h à 12 h et de 13 h 30 à 14 h 30

Inscription préalable obligatoire pour accéder au site d'exposition et enchérir (avec attribution d'un numéro) :

Compte tenu de la configuration du site, l'accès se fera uniquement et seulement après avoir dûment rempli la fiche d'inscription et de consignation, accompagnée d'une consignation de 3000 € qui permettra la délivrance et l'attribution d'un numéro d'ordre pour enchérir durant la vente, complété du dépôt d'un second chèque de caution pour garantie de bon enlèvement.

Les adjudicataires potentiels prennent formellement connaissance des présentes conditions, et acquiescent de la nécessité de parcourir ledit site, dans le respect des indications sur place et des éventuelles réglementations spécifiques, avec les précautions d'usage et sous leur propre responsabilité. Le virement ou chèque de consignation sera signé et daté, à l'ordre de THIERRY-LANNON et Associés (voir RIB joint à la consignation), complété d'une attestation bancaire et de deux pièces d'identité.

Les inventaires sont donnés à titre purement indicatif, les expositions légales préalables permettant à chaque adjudicataire potentiel de bien vérifier la réalité de la situation de chaque actif. Les actifs seront réputés uniquement correspondre à ceux visualisés sur le site le jour de la vente.

La vente se fera aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur, en l'état et sans garantie pour les actifs présentés, quelle qu'en soit leur nature, la vente étant précédée d'une exposition légale préalable permettant le cas échéant aux adjudicataires potentiels de se faire assister de l'expert de leur choix. Il ne sera dès lors admis aucune réclamation une fois l'adjudication prononcée. S'agissant des actifs plus spécifiquement industriels, tels que machines ou machines-outils, nécessitant un certificat de conformité réglementaire visé à l'article R43-13-14 du Code du Travail, les adjudicataires devront impérativement se rapprocher des Commissaires Priseurs pendant les expositions légales, avant la vente, afin de connaître ou non l'existence du dit certificat. A défaut il leur appartiendra de se rapprocher du fabricant ou autre établissement habilité, pour en obtenir certification, copie ou duplicata, et s'engagent à ne pas utiliser le dit matériel tant qu'ils n'en seront pas munis, sauf à des fins d'utilisation de pièces, de destruction ou de récupération de matières.

Il appartiendra dès lors aux adjudicataires de procéder, le cas échéant, à toutes mises aux normes éventuelles de leurs acquisitions qui pourraient s'avérer nécessaires, avant toute utilisation ou recommercialisation, selon les législations parfois différentes du lieu ou du pays d'implantation potentiel des biens acquis.

Pour les éventuelles demandes d'enchères à distance (*par exemple : téléphone*), elles ne pourront être validées qu'après acceptation et réception préalable d'une offre écrite et formelle avec consignation, reçue au plus tard la veille de la vente avant 16 heures.

Il est toutefois formellement rappelé que ces enchères à distance sont considérées comme un service, et un échec technique de communication téléphonique ou informatique, selon des lieux parfois difficiles d'accès, ne saurait être imputé aux Commissaires-Priseurs ou à leurs personnels, difficultés techniques qui seraient ainsi, le cas échéant, compensées par l'offre écrite préalable préconisée.

Le prix d'adjudication au marteau est réputé TTC (dont 20 % de TVA) hors frais légaux en sus de 14.40 %.

S'agissant de la TVA à l'export, il est rappelé que les montants adjugés seront encaissés TTC + frais légaux, n'ayant pas à connaître des situations fiscales parfois très différentes des adjudicataires. Nous restons néanmoins, préalablement à la vente, à la disposition des personnes qui souhaiteraient obtenir des informations complémentaires relatives à la dite TVA, particulièrement en cas d'export hors CEE. Une fois la vacation débutée, nous ne pourrions répondre en revanche à aucune demande complémentaire d'adaptation éventuelle à une situation fiscale étrangère ou particulière.

Dès l'adjudication prononcée, le règlement, immédiat, devra être effectué, soit par virement, soit par chèque de banque certifié, complétés par la présentation de deux pièces d'identité. Les chèques uniquement accompagnés d'une lettre accreditive de banque feront l'objet d'une vérification avant accord d'acceptation de ce mode de règlement.

Les enlèvements ne pourront être opérés que sur confirmation écrite du responsable de l'agence de la banque émettrice (par fax +33 (0)2 98 44 80 20 ou mail maryse@thierry-lannon.com, à l'attention de Mme Rousseau, Comptable) du bon encaissement dudit chèque.

Les adjudicataires sont responsables de leur lot dès l'adjudication prononcée et devront, dès règlement total effectué et validé tel que supra, procéder à leur enlèvement immédiat, dans le respect des conditions de transport de chaque nature d'actifs. Les biens nécessitant une logistique particulière pourront cependant être enlevés avec délai qui sera convenu amialement avec les Commissaires-Priseurs, tout en restant dès l'adjudication prononcée, sous leur seule et entière responsabilité et dispositions d'assurances. Les adjudicataires devront à cette fin prendre toutes mesures tant techniques que d'assurances, tant pour leurs propres biens et personnes que pour prévenir ou réparer les dégradations éventuelles qui pourraient être occasionnées aux immeubles ou au foncier dans le cadre des enlèvements, et procéder ainsi à la remise en état de tous panneaux de bardage, de cloison, ou de toiture, qui pourraient nécessiter obturation après démontage. Un chèque complémentaire de caution sera ainsi demandé à la signature des présentes et sera restitué après bon enlèvement des actifs.



THIERRY-LANNON & ASSOCIÉS

WWW.THIERRY-LANNON.COM



THIERRY-LANNON & ASSOCIÉS

WWW.THIERRY-LANNON.COM

Me Ph. LANNON / Me G. GRANNEC / Me S. SURMELY

26 rue du Château - CS 32815 - 29228 BREST Cedex 2

contact@thierry-lannon.com - Tel +33 (0) 2 98 44 78 44 - Fax +33 (0) 2 98 44 80 20 - www.thierry-lannon.com

Me Philippe LANNON
Commissaire Priseur Judiciaire

ENREGISTREMENT / CONSIGNATION

N°

Réservé à l'Etude

Adjudication du **JEUDI 13 SEPTEMBRE 2018 à 10 h**

AUTOCARS

VENTE SUR PLACE, SUR DESIGNATION

A L'ANNEXE DU PORT DE PLAISANCE DE L'HOTEL DES VENTES,

250 rue Alain Colas, 29200 BREST

NOM **Prénom**

☐ (1) Agissant pour son **propre compte**

☐ (2) Agissant pour le **compte et dûment mandaté par la Société**

Déclare avoir pris connaissance et acquiescé aux conditions de vente au dos des présentes,

Adresse(s)
.....

Pièce d'identité : **N° :**

Date et lieu de délivrance

Mobile

Tél **Fax**

Email

Chèque N° **Banque**

Date : **Signature :**

Relevé d'Identité Bancaire

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION

*Trésorerie Générale – 4 square Marc Sangnier
CS 92839 – 29228 BREST Cedex*

Titulaire du Compte :
SARL THIERRY-LANNON et ASSOCIES

Code Banque	Code Guichet	N° cpte	Clé RIB
40031	00001	0000251394D	51

Identifiant Norme Internationale Bancaire (IBAN)
FR09 4003 1000 0100 0025 1394 D51

Identifiant International de la banque (BIC)
CDCGFRPPXXX

En l'absence d'adjudication au profit du susnommé, le chèque sera restitué en fin de vacation ou adressé par courrier en retour portant la mention « annulé »

JEUDI 13 SEPTEMBRE 2018 à 10 h

CONDITIONS DE VENTE

La vente se tiendra sur place, sur désignation à l'ANNEXE du Port de Plaisance DE L'HOTEL DE VENTES, 250 rue Alain Colas, 29200 BREST, les AUTOCARS seront visibles uniquement après inscription et consignation de 3000 €, ZA de Beauvent, LA LANDEC, 22980 PLELAN LE PETIT, le MARDI 11 SEPTEMBRE DE de 11 h à 12 h et de 13 h 30 à 14 h 30

Inscription préalable obligatoire pour accéder au site d'exposition et enchérir (avec attribution d'un numéro) :

Compte tenu de la configuration du site, l'accès se fera uniquement et seulement après avoir dûment rempli la fiche d'inscription et de consignation, accompagnée d'une consignation de 3000 € qui permettra la délivrance et l'attribution d'un numéro d'ordre pour enchérir durant la vente, complété du dépôt d'un second chèque de caution pour garantie de bon enlèvement.

Les adjudicataires potentiels prennent formellement connaissance des présentes conditions, et acquiescent de la nécessité de parcourir ledit site, dans le respect des indications sur place et des éventuelles réglementations spécifiques, avec les précautions d'usage et sous leur propre responsabilité. Le virement ou chèque de consignation sera signé et daté, à l'ordre de THIERRY-LANNON et Associés (voir RIB joint à la consignation), complété d'une attestation bancaire et de deux pièces d'identité.

Les inventaires sont donnés à titre purement indicatif, les expositions légales préalables permettant à chaque adjudicataire potentiel de bien vérifier la réalité de la situation de chaque actif. Les actifs seront réputés uniquement correspondre à ceux visualisés sur le site le jour de la vente.

La vente se fera aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur, en l'état et sans garantie pour les actifs présentés, quelle qu'en soit leur nature, la vente étant précédée d'une exposition légale préalable permettant le cas échéant aux adjudicataires potentiels de se faire assister de l'expert de leur choix. Il ne sera dès lors admis aucune réclamation une fois l'adjudication prononcée. S'agissant des actifs plus spécifiquement industriels, tels que machines ou machines-outils, nécessitant un certificat de conformité réglementaire visé à l'article R43-13-14 du Code du Travail, les adjudicataires devront impérativement se rapprocher des Commissaires Priseurs pendant les expositions légales, avant la vente, afin de connaître ou non l'existence du dit certificat. A défaut il leur appartiendra de se rapprocher du fabricant ou autre établissement habilité, pour en obtenir certification, copie ou duplicata, et s'engagent à ne pas utiliser le dit matériel tant qu'ils n'en seront pas munis, sauf à des fins d'utilisation de pièces, de destruction ou de récupération de matières.

Il appartiendra dès lors aux adjudicataires de procéder, le cas échéant, à toutes mises aux normes éventuelles de leurs acquisitions qui pourraient s'avérer nécessaires, avant toute utilisation ou recommercialisation, selon les législations parfois différentes du lieu ou du pays d'implantation potentiel des biens acquis.

Pour les éventuelles demandes d'enchères à distance (*par exemple : téléphone*), elles ne pourront être validées qu'après acceptation et réception préalable d'une offre écrite et formelle avec consignation, reçue au plus tard la veille de la vente avant 16 heures.

Il est toutefois formellement rappelé que ces enchères à distance sont considérées comme un service, et un échec technique de communication téléphonique ou informatique, selon des lieux parfois difficiles d'accès, ne sauraient être imputés aux Commissaires-Priseurs ou à leurs personnels, difficultés techniques qui seraient ainsi, le cas échéant, compensées par l'offre écrite préalable préconisée.

Le prix d'adjudication au marteau est réputé TTC (dont 20 % de TVA) hors frais légaux en sus de 14.40 %.

S'agissant de la TVA à l'export, il est rappelé que les montants adjugés seront encaissés TTC + frais légaux, n'ayant pas à connaître des situations fiscales parfois très différentes des adjudicataires. Nous restons néanmoins, préalablement à la vente, à la disposition des personnes qui souhaiteraient obtenir des informations complémentaires relatives à la dite TVA, particulièrement en cas d'export hors CEE. Une fois la vacation débutée, nous ne pourrions répondre en revanche à aucune demande complémentaire d'adaptation éventuelle à une situation fiscale étrangère ou particulière.

Dès l'adjudication prononcée, le règlement, immédiat, devra être effectué, soit par virement, soit par chèque de banque certifié, complétés par la présentation de deux pièces d'identité. Les chèques uniquement accompagnés d'une lettre accreditive de banque feront l'objet d'une vérification avant accord d'acceptation de ce mode de règlement.

Les enlèvements ne pourront être opérés que sur confirmation écrite du responsable de l'agence de la banque émettrice (par fax +33 (0)2 98 44 80 20 ou mail maryse@thierry-lannon.com, à l'attention de Mme Rousseau, Comptable) du bon encaissement dudit chèque.

Les adjudicataires sont responsables de leur lot dès l'adjudication prononcée et devront, dès règlement total effectué et validé tel que supra, procéder à leur enlèvement immédiat, dans le respect des conditions de transport de chaque nature d'actifs. Les biens nécessitant une logistique particulière pourront cependant être enlevés avec délai qui sera convenu amiablement avec les Commissaires-Priseurs, tout en restant dès l'adjudication prononcée, sous leur seule et entière responsabilité et dispositions d'assurances. Les adjudicataires devront à cette fin prendre toutes mesures tant techniques que d'assurances, tant pour leurs propres biens et personnes que pour prévenir ou réparer les dégradations éventuelles qui pourraient être occasionnées aux immeubles ou au foncier dans le cadre des enlèvements, et procéder ainsi à la remise en état de tous panneaux de bardage, de cloison, ou de toiture, qui pourraient nécessiter obturation après démontage. Un chèque complémentaire de caution sera ainsi demandé à la signature des présentes et sera restitué après bon enlèvement des actifs.



THIERRY-LANNON & ASSOCIÉS

WWW.THIERRY-LANNON.COM